**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

BUREAU DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**Vingt-deuxième session
Siège de l'UNESCO, Paris, Salle X (Fontenoy)
22-27 juin 1998**

Point 8 de l'ordre du jour provisoire : Demandes d'assistance internationale

RESUME

Décision requise : Conformément aux paragraphes 90-117 des Orientations, il est demandé au Bureau :

- (i) de prendre une décision concernant une demande d'assistance d'urgence pour Angkor, site culturel du patrimoine mondial inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril ; et
- (ii) de prendre une décision concernant une demande d'assistance d'urgence pour la Ville sacrée de Kandy, site culturel du patrimoine mondial inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

B.5 Cambodge (Assistance d'urgence pour la restauration des marches du Moat ouest d'Angkor Wat)

Site du patrimoine mondial concerné : Angkor

Précédente contribution du Fonds du patrimoine mondial :

Assistance d'urgence :	1993 Installation d'un système d'alarme à Angkor (20.000 \$EU)
	1994 Consolidation du temple du Pre Rup (50.000 \$EU)
Assistance préparatoire :	1992 Liste indicative et proposition d'inscription de Tonle Sap (15.000 \$EU)
Formation :	1992 Atelier à Angkor (10.000 \$EU)

Résumé : Lors des précipitations torrentielles de septembre 1997, des pluies exceptionnellement fortes sont tombées en permanence sur la région de Siem Reap pendant 48 heures. Le système d'assainissement s'est bouché le long du Moat ouest et environ 60 mètres de marches le long du Moat ouest se sont effondrées. A la suite de ces dégâts, l'UNESCO et l'APSARA (Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor) ont demandé à un hydrologue de faire une première évaluation des dégâts et de proposer des mesures de conservation appropriées conformes aux normes internationales. Après avoir étudié les dégâts et pris en considération les mesures de restauration datant des années soixante, l'hydrologue a découvert que l'effondrement des marches du Moat ouest était dû à de nombreuses raisons complexes. Il a recommandé d'entreprendre une étude approfondie avant de prendre de nouvelles mesures de restauration.

La demande concerne le financement (a) d'études à entreprendre par un hydrologue, un topographe et un architecte; (b) de mesures de restauration appropriées fondées sur les résultats des études; et (c) de la définition d'un programme de gestion d'un système d'assainissement approprié pour les Moats d'Angkor Wat.

Répartition du budget :

Contribution nationale et autre :

en nature

La contribution nationale consistera à fournir les services du personnel de la Conservation d'Angkor et de l'Ecole française d'Extrême-Orient qui procureront les services d'un architecte confirmé (qui dirigera l'étude architecturale) et l'équipement nécessaire.

Montant demandé au Fonds du patrimoine mondial : 75.000 \$ EU

Etude hydrologique (3 mois)	16.497 \$ EU	
Honoraires (3.499 \$EU x 3 mois)		
Voyage par avion	1.500 \$EU	
Indemnités journalières	4.500 \$EU	
Etude topographique (2 mois)		12.098
\$EU		
Honoraires (3.499 \$EU x 2 mois)		
Voyage par avion	1.500 \$EU	
Indemnités journalières	3.600 \$EU	

	Etude architecturale (6 mois)	29.694
\$EU	Honoraires	3.499 x 6 mois
	Voyage par avion	1.500 \$EU
	Indemnités journalières	7.200 \$EU
	Mesures de restauration (6 mois)	
14.800\$EU		
	Salaires 20 ouvriers x 20\$ x 6 mois	
	Equipement	4.000 \$EU
	Matériel	8.000 \$
	Divers	
1.911\$EU		

Evaluation de la demande : Le Centre du patrimoine mondial a reçu cette demande d'assistance d'urgence le 17 juin 1998. La Division du patrimoine culturel et le Centre du patrimoine mondial appuient tous deux cette demande, bien qu'ils ne recommandent pas d'approuver la demande de 1.911 \$EU de financement du poste « Divers » au titre du Fonds du patrimoine mondial. Les avis de l'ICOMOS et de l'UICN ont été demandés le 23 juin 1998.

Selon l'avis des organismes consultatifs, et étant donné qu'il n'y a pas de fonds disponibles dans la réserve d'assistance d'urgence du Fonds du patrimoine mondial pour 1998, le Bureau pourrait souhaiter envisager d'approuver la somme de 28.595 \$EU au titre du budget 1998 de coopération technique pour les études hydrologique et topographique (l'Etat partie a payé ses cotisations au Fonds du patrimoine mondial jusqu'en 1997 et est donc habilité à recevoir des fonds de coopération technique). Pour l'étude architecturale et le véritable travail de restauration, le Bureau pourrait souhaiter recommander qu'après achèvement des deux premières études, des fonds complémentaires soient demandés au titre du budget 1999 du Fonds du patrimoine mondial en novembre 1998.

<p>Action du Bureau : Le Bureau pourrait souhaiter approuver la demande pour un montant total de 28.595 \$ E.U., en recommandant à l'Etat partie de demander un financement complémentaire au titre du budget 1999 du Fonds du patrimoine mondial, après achèvement des études hydrologique et topographique.</p>

B.6 SRI LANKA (Assistance d'urgence pour Kandy)

Site du patrimoine mondial concerné : Ville sacrée de Kandy

Précédentes contributions du Fonds du patrimoine mondial :

Coopération technique : 1997 : Equipement pour les 6 sites culturels (20.000 \$ EU).
Formation 1989 : Formation en peinture rupestre (9.171 \$EU)
1989 : Triangle culturel (33.500 \$EU)

Résumé : Le 25 janvier 1998, un bombardement terroriste a causé des dégâts considérables au Temple de la Dent, un des bâtiments les plus importants du site de la Ville sacrée de Kandy. A la suite de ce bombardement, le Centre du patrimoine mondial a reçu une demande d'assistance d'urgence d'1,67 million pour la restauration du Temple de la Dent. Afin d'évaluer les dommages et faire une recommandation au Comité du patrimoine mondial sur les besoins prioritaires, le Conseiller régional de l'UNESCO pour la Culture dans la région Asie-Pacifique a entrepris une mission de suivi réactif à Kandy à la demande du Centre du patrimoine mondial. En raison des mesures de sécurité instaurées par les Nations Unies et de son programme personnel, le Conseiller régional n'a pu entreprendre la mission qu'entre le 26 avril et le 3 mai 1998. Le résumé analytique de cette mission de suivi réactif a été reçu le 23 juin 1998. Il a en même temps été demandé aux autorités sri-lankaises de fournir des informations sur l'avancement réalisé au niveau national pour rassembler des fonds et assurer une assistance pour la restauration du Temple de la Dent.

La demande d'assistance d'urgence concerne un programme d'au moins trois ans pour les travaux de restauration de tous les bâtiments endommagés par le bombardement. Le gouvernement sri-lankais a alloué une somme de 258.714 \$EU et la communauté bouddhiste a sri-lankaise a réuni une somme d'un million de dollars EU pour les travaux de restauration.

Répartition du budget :

Contribution nationale et autre :

en nature

Documentation photographique, enquête sur l'état de conservation, enlèvement des débris, démantèlement de parties sérieusement endommagées, salaires du personnel.

Montant demandé au Fonds du patrimoine mondial : 1.671.428 \$ E.U.

(Tous les fonds serviront aux travaux de reconstruction de monuments de Kandy endommagés par le bombardement terroriste de janvier 1998)

Dalada Maligawa (Temple de la Dent)	1.142.857 \$EU
Maguimanduwa (salle d'audience)	42.857 \$EU
Bâtiment en face du Maguimanduwa	14.286 \$EU
Palais royal	21.428 \$EU
Bâtiment des Tribunaux (bâtiments de la période britannique)	114.286 \$EU
Musée national (Pallewasala)	28.571 \$EU
Chambre de la reine (Medawasala)	7.143 \$EU
Bain de la reine (Ulpen Ge)	14.286 \$EU
Natha Devalaya – Maison de l'Image	114.286 \$EU

Natha Devalaya – Sanctuaire, Maison des Tambours	28.571 \$EU
Natha Devalaya – Bureau du Gardien Résidence du Prêtre	42.857 \$EU
Natha Devalaya – Mur extérieur	7.143 \$EU
Pattini Devalaya – Salle du sanctuaire Vestibule des Tambours	57.143 \$EU
Centre d'Interprétation – Tribunaux britanniques Bâtiment	21.428\$EU
Vishnu Devalaya	14.286 \$EU

Evaluation de la demande : Le Conseiller régional pour la Culture dans la région Asie-Pacifique a recommandé que le Comité du patrimoine mondial envisage d'accorder pour ce site une assistance d'urgence aux activités suivantes, par ordre de priorité :

(i) suivi des dégâts de fissuration dans le mur principal du Pallemala, dans le tunnel et dans la bibliothèque octogonale	Env. 3.000 \$EU
(ii) pose de points sur les fissures dans le Pallemala et le tunnel pour consolider ces bâtiments et empêcher un écartement supplémentaire	Env. 12.000 \$EU
(iii) restauration des peintures murales endommagées	Env. 10.000 \$EU
(iv) installation de détecteur de métaux à l'entrée du sanctuaire et formation du personnel chargé de cet équipement	Env. 15.000 \$EU
(v) achat d'extincteurs	Env. 4 .000 \$EU
(vi) installations de détecteurs de fumée dans tout le sanctuaire	Env. 3.000 \$EU
(vii) installation d'un système automatique d'extincteurs dans le sanctuaire intérieur et d'autres zones sacrées importantes	Env. 8.000 \$EU
(viii) conseils (expert national) pour élaborer un plan directeur de sécurité, y compris étude de faisabilité du déménagement des services de la Haute Cour à un autre endroit	Env. 5.000 \$EU
(ix) conseils de l'ICCROM pour la réparation des représentations d'éléphants qui gardent la porte qui, bien que très endommagées par l'explosion, demeurent des images sacrées du temple, y compris la formation d'artisans locaux pour leur restauration	Env. 20.000 \$EU
(x) travail de développement communautaire pour renforcer la vigilance et la gestion dans l'enceinte sacrée	Env. 20.000 \$EU

Etant donné que la Réserve d'assistance d'urgence du Fonds du patrimoine mondial pour 1998 est maintenant épuisée, et que les informations concernant la somme de 1,28 millions offerte par la communauté bouddhiste et le gouvernement sri-lankais, le Centre du patrimoine mondial recommande que 20.000 \$EU pour les postes (i)-(iii) soient financés au titre du budget 1998

de coopération technique, en plus d'un crédit de 5.000 \$EU pour une mission ICCROM ou ICOMOS. Cette mission fournirait des conseils aux spécialistes de la conservation sur place en matière de méthodologie spécifique de la conservation (25.000 \$EU au total). Il est recommandé de demander les fonds complémentaires au titre du budget 1999 du Fonds du patrimoine mondial en novembre 1998, en prenant en considération les fonds mobilisés par l'Etat partie en novembre 1998 et l'avancement des activités de restauration.

Action du Bureau : Le Bureau pourrait souhaiter approuver le montant total demandé de **25.000 \$ E.U.** pour appliquer les premières mesures d'urgence, en recommandant à l'Etat partie de demander un financement complémentaire au titre du budget 1999 du Fonds du patrimoine mondial .